



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :
M. Sébastien DELPRAT
DRF/IRAMIS/SPEC
Téléphone : 01 69 08 04 98
sebastien.luc.delprat@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Eloïse ROUQUE
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01 69 08 70 71
eloise.rouque@cea.fr

**FOURNITURE D'UN MICROSCOPE
ELECTRONIQUE A BALAYAGE**

Référence : projet de marché n°B25-01068

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....
ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
ci-après dénommé « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

:

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

B25-01068

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - QUALITE	8
ARTICLE 9 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES	8
ARTICLE 10 - REUNIONS	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	10
ARTICLE 12 - LIVRAISON	10
ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE.....	11
ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	11
ARTICLE 15 - RECEPTIONS	11
ARTICLE 16 - GARANTIE	12
ARTICLE 17 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT	13
ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION	14
ARTICLE 19 - MONTANT.....	15
ARTICLE 20 - REGIME FISCAL ET DOUANIER.....	16
ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION	17
ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT	18
ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 25 - PENALITES.....	19



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....20

ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE).....23



ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un microscope électronique à balayage, ci-après dénommée l'« Equipement ».

On entend par Equipement :

- Le microscope électronique à balayage avec acquisition d'images numériques,
- Un ordinateur de contrôle,
- Un logiciel de contrôle.

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut Rayonnement-Matière (IRAMIS), Service de Physique de l'Etat Condensé (SPEC).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01068, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé XXXXXXXXXX du XX/XX/XXXX,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay, Etablissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

3.1 Partie forfaitaire

3.1.1 Tranche ferme

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- La fourniture de l'Equipement,
- L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- Le raccordement et l'installation dans les locaux du CEA,
- Les contrôles et essais sur site,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Equipement,
- La formation à l'utilisation de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour une durée de 2 ans à compter de la réception.

3.1.2 Tranches optionnelles

- Option 1 : un système permettant de faire des analyses de type Kikushi afin de repérer l'orientation d'un monocristal
- Option 2 : le chargement des échantillons par un sas (Airlock)
- Option 3 : une visite de maintenance préventive réalisée l'année suivant la fin de la période de garantie

Les options 1 et 2 pourront être levées à la signature du présent marché, par le CEA, et feront alors partie intégrante de la tranche ferme.

L'option 3 pourra être levée par le CEA au plus tard 1 mois avant la fin de la période de garantie de l'Equipement.

3.2 Partie estimative : prestations de maintenance corrective sur devis préalables

Ces prestations seront rémunérées sur la base de devis préalables définis à l'article « Montant » du présent marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dûment signée dont le modèle figure en annexe.

Pour cela, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux journaliers (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché) et éventuellement les frais de déplacement,
- le coût des pièces à changer,
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par la fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) précitée faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à :

- Utiliser des matériaux recyclés ou recyclables dans la fabrication de l'Équipement
- Optimiser l'efficacité énergétique (réduction de la consommation en mode veille et en fonctionnement)
- Réduire le suremballage et utiliser des matériaux biodégradables ou recyclables pour le transport
- Comme mentionné au 16.3 du présent marché, garantir une disponibilité des pièces détachées pour une durée minimale de 10 ans

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à :

- Promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché
- Sensibiliser les utilisateurs CEA, lors de la formation, aux bonnes pratiques environnementales liées à l'utilisation de l'Équipement
- S'engager et faire perdurer une démarche RSE (certifications type ISO 14001)

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

L'Équipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et chauffage). Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Horaires

7.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,

- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.3.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

7.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES

9.1 Livrables documentaires relatifs à l'Équipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA les livrables documentaires suivants :

- les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation de l'Équipement
- les schémas mécaniques du système
- la documentation logicielle
- les procédures de remplacement de pièces sur l'appareil
- les supports de formation
- le procès-verbal des contrôles et essais sur site de l'Équipement
- le procès-verbal de réception de l'Équipement

9.2 Livrables documentaires relatifs aux interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie, de la maintenance préventive (en cas de levée de l'option) et de la maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

9.3 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA et transmis sous format électronique.

9.4 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

9.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties pourront tenir si besoin des réunions, dans les locaux du CEA ou en visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

	Nom	Téléphone	Mail
Pour le CEA			
	M. Sébastien DELPRAT	01 69 08 04 98	sebastien.luc.delprat@cea.fr
Pour le Titulaire			

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - LIVRAISON

La livraison est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA. L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Equipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay bâtiment 772, sur le site CEA de l'Orme des Merisiers, entre 7h30 et 15h au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Equipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay, après dédouanement chez le RDE Gondrand basé aux Ulis

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane douane.lesulis@gondrand.fr, herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- Le numéro de commande du CEA 4000....
- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

L'Equipement commandé dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

Société GONDRAND
ZA de Courtabœuf
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
DRF/IRAMIS/SPEC - Bâtiment 772
à l'attention de M. Sébastien DELPRAT

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000..... sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE

Les essais sur site de l'Équipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire, en présence du personnel CEA.

ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 15 - RECEPTIONS

15.1 Réception de l'Équipement

La réception sera prononcée après livraison, installation, mise en service, formation, contrôles et essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

15.2 Réception des prestations de maintenance

La réception des prestations de maintenance sera prononcée à l'issue de chaque intervention, à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Garantie de l'Équipement

16.1.1 *Durée de la garantie*

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de 2 ans à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement soustraitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

16.1.2 *Périmètre de la garantie*

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

16.1.3 *Délais d'intervention pendant la garantie*

Dans le cadre de la garantie, le Titulaire :

- assurera au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les 24 heures suivant l'appel du CEA, de 8h30 à 17h30, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple
- si nécessaire, s'engagera à intervenir dans un délai de 6 jours ouvrés faisant suite à la demande du CEA
- dans tous les cas, s'engagera formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies

16.2 Garantie des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de 12 mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

- 16.3** Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 17 - MAINTENANCE DE L'ÉQUIPEMENT

17.1 Durée de la maintenance de l'Équipement

La maintenance d'une durée d'un an à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, portera sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sur l'ensemble de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

17.2 Périmètre de la maintenance préventive de l'Équipement (option 3)

Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance préventive de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, le remplacement des pièces détachées, les consommables (nécessaires à la réalisation de la maintenance), les déplacements, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalisera a minima une visite annuelle d'entretien préventif sur l'Équipement. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procédera notamment :

- à l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques,
- au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),
- au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble et réglages si nécessaire
- aux inspections de sécurité,
- à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

17.3 Prestations de maintenance corrective de l'Équipement (partie estimative)

La maintenance corrective, d'une durée d'un (1) an faisant suite à la période de garantie, couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.

La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire sur l'Équipement.

La main d'œuvre, les déplacements sur site et les pièces nécessaires aux prestations de maintenance seront prises en charge par le CEA après validation du devis du Titulaire par le CEA au titre des prestations sur devis préalables selon le mécanisme décrit à l'article 3.2 *supra*. Le Titulaire s'engage à :

- Remettre un devis dans un délai de 5 jours ouvrés suite à la demande du CEA,
- Exécuter la prestation de réparation de l'Équipement dans le délai mentionné dans le devis à compter de l'acceptation de celui-ci par le CEA.

17.4 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la maintenance, en remplacement des pièces défectueuses, seront garantis 12 mois à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie des pièces détachées sera précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION**18.1 Délais d'exécution**

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- Livraison T0 + __ semaines,
- installation, mise en service, formation T0 + __ semaines,
- contrôles et essais et réception T0 + __ semaines (T1),
- garantie de l'Équipement T1 + 24 mois (T2),
- maintenance préventive de l'Équipement (option 3) T2 + 12 mois,
- maintenance corrective de l'Équipement T2 + 12 mois.

18.2 Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Équipement sont précisés respectivement aux articles 16 et 17 *supra*.

ARTICLE 19 - MONTANT**19.1 Montant total du marché**

Le montant total du marché est plafonné à la somme de € HT
(..... **EUROS HORS TAXES**), en cas d'affermissement des options et de consommation de la totalité du montant provisionné pour la partie estimative.

19.2 Montant de la partie forfaitaire**19.2.1 Tranche ferme**

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT (..... **EUROS HORS TAXES**).

19.2.2 Tranches optionnelles

- Option 1 relative à un système permettant de faire des analyses de type Kikushi afin de repérer l'orientation d'un monocristal € HT
- Option 2 : le chargement des échantillons par un sas (Airlock) € HT
- Option 3 : une visite de maintenance préventive réalisée l'année suivant fin de la période de garantie € HT

19.3 Partie estimative sur devis préalables : prestations de maintenance corrective

Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT
(..... **EUROS HORS TAXES**).

(Ce montant sera précisé par le CEA à la signature du marché)

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations feront l'objet d'un devis préalable établi sur la base des forfaits unitaires fermes suivants :

- Forfait déplacement € HT
- Taux journalier..... € HT

Les pièces détachées seront rémunérées après acceptation du devis du fournisseur par le CEA, sur demande expresse de ce dernier. Les prix des pièces détachées répondent à deux mécanismes tarifaires distincts correspondant aux catégories mentionnées ci-dessous :

- les pièces détachées suivantes dont les prix fermes et unitaires sont mentionnées ci-dessous :

Dénomination des pièces détachées	Prix unitaire forfaitaire (en euros HT)	Délai de livraison
-----------------------------------	--	--------------------

	Transport inclus	
Pompes à vide		
Bloc filament		
Bloc diaphragme		
Caméra de vue sur l'enceinte		
Chiller		
Platine motorisée		

- les autres pièces détachées pour lesquels le Titulaire s'engage à transmettre au CEA les copies des factures des fournisseurs, toutes remises et ristournes déduites. Cette prestation pour la fourniture des pièces détachées est rémunérée par l'application d'un coefficient de peines et soins de ___ % appliqué aux tarifs des fournisseurs du Titulaire, toutes remises et ristournes déduites.

ARTICLE 20 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

20.1 Régime fiscal

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception de l'Équipement.

20.2 Formalités douanières

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Équipement sur le territoire français.

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

Dès la signature du présent marché, le Titulaire s'engage à informer le CEA de la date prévue pour l'expédition, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise de droits de douanes avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA, en qualité d'importateur, restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de l'Equipement sera pris en charge par le déclarant en douane du CEA PARIS-SACLAY :

La société GONDRAND
ZA de Courtabœuf
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA / PARIS-SACLAY
A l'attention de Sébastien DELPRAT
DRF/IRAMIS/SPEC - Bâtiment 772

Afin de ne pas bloquer l'Equipement pour des retards de transfert documentaires douaniers, le Titulaire s'engage à prévenir par mail Marion BOYER / CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr) et le déclarant en douane du CEA herve.madec@gondrand.fr et douane.lesulis@gondrand.fr du départ de l'Equipement en joignant une copie de la facture accompagnant le transport et en indiquant les numéros de la LTA (Lettre de Transport Aérien, ou AWB Air Way Bill) en cas de transport aérien ou une copie du connaissement (Bill of Lading) en cas de transport maritime.

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION

21.1 Partie forfaitaire

21.1.1 *Echéancier de facturation de la tranche ferme*

Le montant de la tranche ferme du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 100 % du montant HT de la tranche ferme à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception sans réserve.

21.1.2 *Echéancier de facturation de la maintenance préventive (option 3)*

Le montant des prestations relatives à la maintenance préventive de l'Équipement sera facturé à l'issue de l'intervention après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

21.2 **Partie estimative sur devis préalables**

Les prestations sur devis préalable seront facturées, toutes taxes incluses, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché. Les factures du Titulaire seront accompagnées des justificatifs.

21.3 **Modalités de facturation**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'État (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison, ...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C ,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

21.4 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme

ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 25 - PENALITES

25.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de la tranche ferme par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

25.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance de l'Equipement

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie » et « Maintenance » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 300 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

25.3 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :

Date :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Accès au centre CEA – site de l'Orme des Merisiers

2.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès de type HORUS accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder à cette demande dans les délais suivants :

- 2 semaines avant l'entrée sur le site pour le personnel de l'Union Européenne,
- 1 mois avant l'entrée sur le site pour le personnel hors Union Européenne.

2.2 *Liste des employés du Titulaire*

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux sur le site faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Le premier jour de son intervention sur le site de l'Orme des Merisiers, chaque membre du personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni d'une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour) s'il est membre de l'Union Européenne ou d'un titre de séjour dans le cas contraire.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

2.3 Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

3. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

4. Plan de prévention simplifié

Le premier jour sur le site et avant le début de son intervention, chaque membre du personnel du Titulaire se présente à l'un des ingénieurs de sécurité de l'installation pour remplir et signer un plan de prévention simplifié.



5. Suivi médical

Il est rappelé que le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.



ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.